

2

ACTUALITÉ

Décidons du
jour d'après

3

ACTUALITÉ

L'enjeu de
la lutte
actifs/retraités

3

ACTUALITÉ

« Cinquième
branche »

4

ACTIVITÉ SYNDICALE

Témoignages
de SFRD

Pour

RETRAITÉS

ÉDITO

À notre santé...

Les mobilisations du 16 juin, que la FSU a soutenues, sont venues rappeler que les revendications des soignant-e-s sont toujours aussi fortes. Soignant-e-s avec qui nous avons manifesté-e-s avant pour alerter, en vain, sur un système de santé exsangue. Soignant-e-s que nous avons applaudi-es pendant. Soignant-es que nous continuerons à soutenir après jusqu'à ce qu'ils et elles obtiennent la reconnaissance exigée et les moyens demandés. Plus largement, le 16 juin a marqué une étape dans une prise de conscience. Car c'est bien d'un projet de société qu'il est question. La meilleure santé possible de toutes et tous, voilà un objectif qui contribue à l'intérêt général, mais qui ne peut être réalisé si les seuls objectifs de rentabilité sont recherchés.

La crise sanitaire, concentré de ces problématiques, a marqué les esprits, à tel point que même notre Président, pourtant champion des solutions libérales en toutes circonstances, doit - tactiquement et provisoirement ? - reconnaître « des erreurs » sur le sujet de l'hôpital public. Encore un effort et ce sont aussi les ehpad, l'aide à domicile, la politique en matière de perte d'autonomie, la protection sociale en général et donc par

exemple une revalorisation des retraites qui s'imposeront. Déroulons ce fil, imposons ces alternatives de progrès, cela peut en être le moment. ❖



Benoît Teste,
secrétaire général

DANS L'ACTION POUR UN AUTRE MONDE

Décidons du jour d'après

Imprévisible, le virus est toujours là, l'avenir incertain. Prolongera-t-il, aggravera-t-il le temps d'avant ? Ou bien fera-t-il émerger un autre monde ? C'est la pression sociale qui en décidera.



Nous voilà en partie « déconfinés » après ces semaines pénibles et parfois tragiques, particulièrement pour celles et ceux isolé-e-s, ou en perte d'autonomie, à domicile ou en EHPAD. La gestion de la crise a été calamiteuse, mensongère. Faute de masques, de tests, de lits, le confinement strict a eu des consé-

quences dramatiques pour celles et ceux aux conditions de vie difficiles (santé, cadre de vie, moyens financiers, solitude...). Les retraité-e-s, particulièrement les plus âgé-e-s, ont payé un lourd tribut. Leur place dans la société a de

suite en page 2 ►►

» suite de la page 1

nouveau été questionnée. Citoyen-ne-s de seconde zone ? C'est l'enjeu de la création d'une instance ministérielle permettant à leurs représentant-e-s de débattre de leurs conditions de vie et du niveau des pensions.

Défis

Augmentation du chômage, fermetures d'entreprises, pressions pour travailler plus, remise en cause des congés, tentative de rétrécir encore le champ d'intervention des services publics et en dénaturer les missions... Avec le prolongement de l'état d'urgence, l'instrumentalisation des forces de l'ordre et la mise à mal des libertés individuelles et collectives. Medef et gouvernement rêvent de faire perdurer les mêmes recettes.

L'avenir de la protection sociale, donc des retraites et des services de santé, est aussi en question. Recettes en chute libre, dépenses en hausse vertigineuse, le déficit des comptes sociaux va connaître un creusement sans précédent.

Des changements...

« pour que rien ne change » ?

Le déficit sera-t-il repris dans les comptes de l'État pour étaler la dette dans le temps, voire l'annuler ou la monétiser ? L'exigence de plus de justice sociale a grandi dans l'opinion. Or, le

Président et son gouvernement, comme avant, veulent faire porter le coût sur le système de protection sociale et donc les assurés sociaux : nous ! Ils excluent toujours toute imposition juste des plus riches ! Les discours appelant aux sacrifices se multiplient. Le combat idéologique s'intensifie. Contraint à des mesures, le gouvernement répond par une pseudo concertation, avec le Ségur santé sous la houlette de Nicole Notat et une cinquième branche à l'encontre de nos propositions. Dans ces conditions,



© DR

pour nous retraité-e-s, quid des services publics, du niveau des pensions, du PLFSS 2021 ?...

Ou une autre voie ?

Après les luttes massives pour l'hôpital public, contre la retraite par points (toujours pas abandonnée), le choc de la pandémie a éveillé bien des consciences. Le dynamisme de la société est réel. Le mouvement du monde hospitalier comme les initiatives retraités l'alimentent. La plateforme de sortie de crise des 18 « plus jamais ça » démontre que des alternatives sont possibles.

Sans attendre, par les mobilisations, comme celle du 16 juin, dessinons un autre jour d'après ! ❖

**Marylène Cahouet,
Claude Rivé**

AVEC LE G9



© M.-C. Guérin

Les organisations du « groupe des 9 », réunies le 28 mai en audio, ont porté une analyse commune de la situation et engagé quatre initiatives bien identifiées :

❖ **Cinquième risque, cinquième branche...**

Rédaction d'une lettre ouverte en direction du ministre de la santé reprenant les termes de leur expression commune au HCFEA. L'occasion de rappeler le nombre important de décès parmi les retraités, de porter nos revendications et de demander une rencontre dans le cadre du « Ségur de la santé ».

❖ **Discriminations, citoyenneté**

Élaboration d'un texte rappelant notre conception de la place des retraités, citoyens à part entière de la société.

❖ **Pouvoir d'achat**

Réalisation d'un document argumenté sur un sujet source d'inquiétudes. Le droit aux vacances des retraités, en lien avec la captation de réserves de l'ANCV, y sera intégré.

❖ **Actions et expressions des déclinaisons départementales du « groupe des 9 »**

Les nombreuses initiatives dans les départements ont marqué l'activité des retraités auprès des préfetures, ARS, CD et élus. Un recensement complet et une analyse des points forts de ces actions seront réalisés.

La période requérant une grande vigilance, nouvelle réunion du groupe le 12 juin prochain.



© Daniel Rallet

LES RETRAITÉS DANS LE COMBAT POUR UN « MONDE D'APRÈS »

L'enjeu de la lutte actifs/retraités

La dialectique du « jour d'avant » et du « jour d'après » a la vertu d'illustrer la sensation de rupture radicale que nous ressentons dans nos subjectivités, dans la nécessité de faire évoluer nos modes d'actions, de pensée et de vie.

Elle a aussi ses limites car le « monde d'avant » est toujours là avec ce capitalisme qui donnait l'impression d'avancer comme un bulldozer aveugle, mais qui tel un président contraint à la défensive, doit abandonner pour un temps le discours du néo-libéralisme triomphant et défend la solidarité, le « peuple travailleur », la « deuxième ligne », en reconnaissant que c'est très « cruel » pour lui.

Hier disqualifiés comme « privilégiés », les retraité-e-s tendent à devenir avec cette crise sanitaire des « victimes ». Des victimes parce que « fragiles », et donc voués à l'isolement pour qui ce qui a renforcé leur ressenti d'exclusion et de stigmatisation, avec une dimension tragique pour les plus âgés, et pour les plus jeunes le sentiment implicite que le « monde d'après » n'était pas pour eux.

Des victimes pour qui, d'après la



légende médiatique, l'« économie » a été sacrifiée pour sauver leurs vies : ils sont donc redevables de ce sacrifice, logique qui prépare à leur présenter l'addition dans le « monde d'après ».

Mais nous ne sommes ni des privilégiés, ni des victimes. Nous revendiquons d'être des combattants. Nous l'avons montré dans les combats avec les actifs contre la loi travail, la privatisa-

tion des chemins de fer, la destruction de l'Hôpital public, le projet de la retraite par points, pour la sauvegarde de la Sécurité sociale et pour la justice fiscale. Demain une bataille pour une bonne loi sur la perte d'autonomie, organisée dans la branche maladie de la Sécu.

Nous menons ces combats avec les actifs. C'est pourquoi, retraité-e-s, nous saluons l'initiative de vingt organisations associatives et syndicales, dont la FSU, qui viennent de publier un « plan de sortie de crise », détaillant trente-quatre mesures « crédibles, désirables et réalisables » pour faire la démonstration qu'il y a des alternatives au capitalisme néolibéral. ❖

Daniel Rallet

ON ACHÈVE BIEN LES VIEUX !

L'épidémie révèle crûment comment les politiques ultralibérales abandonnent les plus fragiles.

En Italie, on a « trié » les patients à soigner sur critère d'âge. En France, comme dans d'autres pays, les morts en Ehpad n'ont pas été recensés pendant plusieurs semaines. Ces vies perdues ont semblé ne pas compter.

Au Canada, les résidents de la maison de retraite privée Herron près de Montréal ont été abandonnés par le personnel, sans soins, certains gisant sur le sol, deux morts dans leur lit, 31 décès au fil des semaines... L'armée a été appelée à la rescousse ! En France, le groupe privé Korian affiche des profits indécentes mais économise sur tout : manque de personnel, pas de protection en l'absence de cas avéré... Il enchaîne les scandales sanitaires et compte plus de 606 morts au sein de ses EHPAD.

Au Pays-Bas, le principal fonds de pension a annoncé qu'avec la crise du Covid 19, le niveau des retraites devrait être revu à la baisse pour 2021 en raison de la chute des marchés financiers. En France, la baisse des pensions est plus difficile puisqu'elles sont encore adossées à la répartition des cotisations sociales mais leur gel, renouvelé sur plusieurs années, risque d'entamer fortement le pouvoir d'achat des retraités.

Il faut mettre fin à ces politiques maltraitantes, inhumaines car chaque vie n'a pas de prix !

Marie-France Le Marec

<https://fsu.fr/petition-plus-jamais-ca-construisons-ensemble-le-jour-dapres-2/>

NON À LA SÉGRÉGATION

Oui à une intégration à la branche maladie

Déposé le 27 mai 2020, un projet de loi organique relatif à la dette sociale annonce « la création d'une cinquième branche de sécurité sociale relative à la perte d'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées » pour « isoler des recettes et des dépenses propres avec plusieurs financeurs aux côtés de la Sécurité sociale, notamment les conseils départementaux et les communes... ».

À l'inverse, la FSU affirme l'universalité de l'assurance maladie, la nécessité d'y intégrer les besoins de la perte d'autonomie. Traitée de manière non ségrégative, elle doit être financée à 100 % par la sécu, dans son architecture actuelle, dans la branche maladie. Financement pérenne, non tributaire du budget de l'État ni des ressources des familles ! C'est un aléa de la vie au même titre que l'invalidité, la maternité, le décès, etc.

Une branche supplémentaire avec financement spécifique stigmatiserait une partie de la population et fragiliserait son financement.

La FSU dénonce aussi l'insuffisance du financement et la réorientation, à partir de 2024, de 2,3 milliards d'euros de CSG depuis la Caisse d'amortissement de la dette sociale vers la Caisse nationale de la solidarité pour l'Autonomie. ❖

Marylène Cahouet

CARTE DES INITIATIVES



❖ **Pendant le confinement**, les SFRD ont interpellé les Préfets et les ARS avec les organisations du groupe des neuf, pour leur rappeler leurs obligations en matière de santé publique. Cette carte publiée sur le site de la FSU répertoriait leurs démarches début mai...

ÉCHOS DES SFRD

❖ Un scandale en Isère

Un collègue du SNES-FSU a transmis aux parlementaires de l'Isère les courriers que le groupe des retraités 38 a envoyés au Préfet, l'interrogeant sur la situation des personnes âgées en EHPAD et à domicile. Une députée LREM lui a répondu :

Monsieur,
 Cette communication est pour le moins déplacée. Vos « exigences » sont inaudibles, et vos solutions dangereuses. Tous les Français ont le droit d'avoir accès à un masque pour les accompagner dans ce déconfinement. Quant aux EPHAD, ils ont des dotations spécifiques, comme tous les soignants de l'hôpital.
 Enfin sur le prix, j'imagine que vous n'avez lu aucun journal pour ne pas savoir que le marché mondial des masques connaît une pénurie historique, et que dans ce contexte extraordinaire le prix des masques est passé de 0,07 € HT à 0,60 € HT (au mieux).
 Alors s'il vous plaît, laissez le Préfet faire son travail et cessez de commettre des exigences sans fondement.

Cordialement
 Cendra Motin

La teneur et le ton de cette réponse sont inadmissibles. « Le groupe des 8 » a vivement réagi (voir site <http://fsu.38.fsu.fr>)

ÉCHOS DES SFRD



❖ **Dans la Vienne**, à la veille du déconfinement, la SFR-FSU et la FGR ont lancé une enquête auprès de leurs adhérents qui devaient indiquer leurs trois préoccupations et leurs trois revendications majeures du moment.

Les préoccupations

Les craintes sanitaires concentrent 60 % des préoccupations qui couvrent l'ensemble de la population : enfants et petits-enfants comme les personnes en EHPAD ou isolées. Les préoccupations sur l'avenir économique et social, l'avenir des services publics et particulièrement de l'éducation, représentent 30 % des réponses, les 10 % restants se rapportant aux libertés mises à mal.

Les revendications

Celles centrées sur les questions sociales, environnementales alliées aux exigences de justice et de concertation frôlent les 42 % dont le tiers s'attache aux services publics et le 1/5^e au pouvoir d'achat des pensions. Les revendications touchant à la crise sanitaire recueillent 36 %, suivies par celles sur les libertés avec 22 %.